

Haroldo Dilla Alfonso

Sociologue cubain, coordinateur du programme de recherche Flacso en République Dominicaine.

Où va la société cubaine ? Acteurs larvés, théâtres incertains et scénarios cryptiques

Dans cet article, le sociologue cubain dresse l'inventaire des acteurs sociaux embryonnaires apparus dans la société cubaine, de leurs limites, et des contradictions qu'ils révèlent quant à l'avenir du régime castriste.

Si l'on entend par acteurs (sociaux, politiques, économiques) des groupes qui disposent d'une expression publique identifiable, d'intérêts définis du point de vue d'un système qu'ils entendent préserver, remplacer ou simplement modifier, alors il faut reconnaître qu'on se heurte à de grandes difficultés pour parler d'acteurs à Cuba. Au vu de l'évolution de la société cubaine au cours des dernières décennies, notamment des singularités de son système politique, ce que nous désignerons ici sous le nom d'acteurs émergents (ceux qui sont apparus lors des expériences vécues dans la dernière décennie) sont en tout cas des acteurs larvés, aux formes d'organisation modestes ou inexistantes et, en tout état de cause, aux scénarios si subreptices qu'ils échappent à l'entendement des profanes.

En tant qu'acteurs larvés, on ne peut pas s'attendre à ce que, dans d'autres circonstances, ils puissent maintenir leur intégrité en tant que groupes. La cohésion d'un groupe est toujours plus forte quand il s'agit d'établir des diagnostics que d'avancer des propositions. Dans le cadre d'un système politique plus ouvert, les acteurs actuels ne manqueraient pas de se désagréger en une infinité de positions propres au monde contemporain, dans le domaine artistique, intellectuel, politique ou social. Ils ne sauraient se reconnaître dans la globalité de ces positions, alors qu'elles se différencient jusqu'à s'opposer. Mais on y trouverait au moins l'avantage qu'alors la société elle-même créerait ses propres acteurs dans un cadre pluraliste où aurait vécu cet « objectif irréal de l'unanimité » que les dirigeants cubains eux-mêmes avaient rejeté au début de ces complexes années 1990.

Cela ne doit pas nous conduire au pessimisme. La situation des acteurs émergents à Cuba est bien plus favorable que ce que s'imaginent, dans une curieuse similitude de vue, aussi bien le gouvernement cubain que les secteurs les plus droitiers de l'émigration. À en croire La Havane, la totalité des acteurs se trouvent dans le cadre de l'État ou d'une « société civile socialiste » para-étatique. Le reste ne serait qu'une scorie sociale restée à l'écart d'une communauté que l'État définit lui-même et assume de façon absolue, sans permettre la moindre concurrence. Les immigrés intransigeants, pour leur part, ne conçoivent pas d'autres acteurs qu'eux-mêmes, ce qui les place de fait dans un rôle privilégié pour une revanche aussi onirique que peu héroïque, une sorte de consolation pour ces troupes fatiguées par tant de batailles perdues.

Le théâtre des acteurs émergents

Le système politique en vigueur à Cuba résulte des cristallisations institutionnelles successives qu'a connu l'alliance sociale fondamentale qui a produit la révolution. Dès le départ, il s'est agi d'une alliance socio-politique asymétrique entre la classe politique née de l'insurrection et les masses populaires. Le nouveau régime politique a assumé non seulement le monopole de la répartition des ressources, mais aussi celui de la production idéologique, dans le cadre institutionnel d'un étroit contrôle socio-politique. L'intégration au bloc soviétique a apporté aux dirigeants cubains une situation économique aisée, la protection militaire d'une superpuissance et surtout une autonomie notable à l'égard de leur propre communauté nationale. À l'image de tout régime fondateur, il s'est chargé de produire une fusion de l'individu avec la communauté et de celle-ci avec l'État, en laissant à la production critique et à l'action sociale autonome un espace restreint voire inexistant, à moins que le critique/acteur potentiel n'accepte de rester hors de la communauté.

Cette alliance a fonctionné avec une certaine efficacité pendant plusieurs lustres où s'est consolidé un rapport bi-univoque très stable : la classe politique garantissait la mobilité sociale du peuple et l'indépendance nationale, en échange d'une loyauté sans faille non seulement à l'égard des bases programmatiques du processus révolutionnaire mais aussi de chacune de ses formes politiques concrètes. Mais cette alliance reposait sur trois conditions très spéciales : une majorité de la population peu formée et peu qualifiée, une économie de relative abondance et une classe politique unifiée.

Ces conditions ont commencé à se modifier à partir des années 1980. La mobilité sociale générée par la révolution a permis d'élever le niveau d'éducation de la population – avec l'apparition d'une couche sociale professionnelle et intellectuelle – alors que, parallèlement, de nouvelles générations de Cubains

faisaient irruption dans la vie politique. Par ailleurs, au début des années 1990, Cuba a perdu ses soutiens extérieurs, à commencer par de substantiels subsides économiques et l'aide militaire soviétiques, et avec eux le paradigme téléologique d'un « camp socialiste » en expansion irréversible. Enfin, la classe politique a été exposée à la conjonction de conditions extérieures très dures et de conditions intérieures singulièrement défavorables.

Cette concentration de contradictions explique ce qui s'est produit entre 1986 et 1996 et le sens de l'offensive bureaucratique contre-révolutionnaire de mars 2003.

En réalité, même si le « processus de rectification » (1986-1990) proposait l'objectif ambitieux de trouver d'un commun effort le « chemin correct » et même si un souffle libéralisateur a rafraîchi l'atmosphère entre 1990 et 1995, rien n'indique qu'il ait existé un plan gouvernemental d'ouverture autorisant l'expression de la variété des opinions incubées au sein de la société et permettant au simple Cubain de peser d'une façon plus explicite sur le destin de la communauté nationale. Il y a eu un relâchement des contrôles que j'ai appelé « tolérance par omission » avec la mise en place de réformes des systèmes juridico-politiques et économiques¹ et l'apparition d'acteurs divers qui ont bénéficié de ces cinq années pour développer leur action dans un espace politique réduit mais attractif.

Dans cette situation nouvelle, la classe politique cubaine n'a eu d'autre choix que de reculer et d'ouvrir des espaces moins contrôlés à d'autres acteurs, parfois dans le cadre des politiques mises en œuvre, parfois par simple laisser-faire. Des clivages sont apparus dans ses propres rangs : instabilité inhabituelle dans la composition de ses élites, désaccords publics insolites sur la voie à suivre, défenestration de figures notables des appareils du Parti et de l'État. Mais son instinct l'a conduite à ne pas reculer au-delà des limites de son propre projet de pouvoir, en se réservant la possibilité, tout au moins mathématique, de reconquérir les espaces perdus.

L'année 1996 marque un point de non-retour. Stimulée par la maigre relance économique et les ajustements internes définis par le V^e congrès du Parti en 1997, la classe politique a lancé une offensive contre tous les espaces ouverts au cours des cinq années précédentes. Pour ce qui nous occupe ici, cela s'est traduit par la dissolution de groupes d'opinion influents dans la société, le refus de reconnaître légalement de nouvelles ONG, la mise sous contrôle des ONG existantes, la dénonciation publique des financements extérieurs et la décision présomptueuse de définir par décret une « société civile socialiste » qui serait par essence en phase avec la politique du pouvoir.

Par bonheur pour la société cubaine et pour le legs de sa brillante révolution, la situation n'a pas pu revenir aux tristes niveaux des années 1980. Des insti-

tutions intellectuelles vigoureuses existent aujourd'hui qui ont produit des idées et des analyses critiques pertinentes et audacieuses. Certaines ONG ont pu survivre au prix de leur effacement, mais elles existent. Les associations apparues dans les années 1990 ont produit des dirigeants et des militants qui constituent un capital de valeur pour l'avenir du pays et la défense des intérêts populaires. Mais l'offensive bureaucratique de 1996 a mis fin à un processus où les acteurs émergents commençaient à s'organiser et à influencer sur l'opinion publique.

Les acteurs diffus à la recherche de leur identité

Les acteurs émergents de la société civile cubaine – nous l'avons souligné – ne sont que des sujets diffus qui occupent une place modeste dans la formation de l'opinion publique. En faire la liste est toujours sujet à polémique et il n'est pas question de prétendre à une quelconque exhaustivité qui exigerait une enquête bien plus soutenue.

Les Organisations sociales et de masse (OSM)

À cette catégorie appartiennent de nombreuses organisations qui ont en commun de constituer des « courroies de transmission » pour l'État dans un schéma vertical centraliste classique. Elles constituent l'essentiel de ce que l'État cubain appelle la « société civile socialiste ». Aucune ne peut être qualifiée d'émergente même si certaines ont pu connaître des transformations importantes, ou tout au moins des évolutions au cours des années 1990. Elles constituent de toutes façons des acteurs incontournables pour saisir aussi bien le présent que l'avenir de Cuba.

Certaines de ces OSM comptent des millions d'adhérents, en particulier les Comités de défense de la révolution (CDR), la Fédération des femmes cubaines (FMC) et la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC). D'autres organisations de masses sont de taille plus modeste, comme par exemple les associations d'étudiants, de petits paysans et de combattants. Il faut enfin ranger sous cette appellation les associations professionnelles telles que les unions d'écrivains et d'artistes, de journalistes, de juristes, d'économistes, etc.

Ces associations constituent un seuil entre la société civile et l'État, non pas parce qu'ils partagent des objectifs politiques similaires, mais du fait de la modeste autonomie qui a caractérisé leur action publique. On pourrait faire valoir à leur décharge qu'elles peuvent aussi adopter, à l'occasion, des positions propres face à des problèmes spécifiques touchant à leur sphère d'action, généralement réglés dans les lieux de prises de décision où ils siègent – l'État, le Parti – et faire preuve en même temps d'une dynamique autonome à la base,

en particulier là où ont mûri des conditions d'action et de direction collectives. Dans la première moitié des années 1990, cette tendance à l'autonomie s'est accentuée de façon perceptible pour ce qui est des syndicats² et de certaines associations professionnelles, particulièrement dans le cas de l'Union nationale des écrivains et des artistes de Cuba (UNEAC). On peut présager que les prochaines politiques officielles placées sous le signe de l'ajustement et de la réforme économique tendront à affecter la base de ces OSM. La capacité de ces organisations à représenter effectivement les intérêts populaires sectoriels dans ces nouvelles conditions, y compris lorsque cela impliquerait des divergences substantielles avec certaines politiques en cours, pourrait être pour elles un test réhibitoire.

Les secteurs intellectuels

Comme dans le monde entier, le secteur des intellectuels (et plus largement des professionnels) est constitué à Cuba d'une couche hétérogène où se retrouvent tous types de modes de vie, d'idéologies et d'opinions politiques. Mais cela n'a pas empêché les intellectuels de jouer un rôle crucial dans les tentatives de produire une communication politique autonome et d'élaborer les propositions de changements de la première moitié des années 1990.

Le cas du secteur artistique est particulièrement intéressant. C'est là que se sont produites les critiques les plus soutenues et les plus marquantes et que se sont développées les premières tentatives d'organisation autonome. Au premier rang, on peut mentionner des projets organisés comme Padeia, Artecalle, Hacer, qui ont cherché à établir de nouveaux rapports avec le public en désacralisant la symbolique révolutionnaire elle-même. C'est aussi la manifestation de l'irruption d'une nouvelle génération qui, à la différence des précédentes, n'était pas disposée à assumer – en fait à auto-assumer – sa part d'obligations politiques. L'intolérance des autorités cubaines envers ces projets, alors qu'aucun ne prétendait s'opposer au système, s'est manifestée quand sont apparues des formes d'organisation autonomes et quand ont germé des propositions sensiblement politiques concernant les rapports entre l'État et la société. Aucun n'a survécu plus de dix ans et leurs acteurs ont émigré ou se sont intégrés à des institutions officielles. C'était le premier bourgeon du péché ostensible d'un régime politique qui commençait à souffrir de ses propres succès.

Par la suite, le gouvernement cubain a suivi une politique spécifique face aux manifestations artistiques critiques, particulièrement vigoureuses sur les scènes théâtrales et cinématographiques. Ces secteurs bénéficient incontestablement d'un espace plus vaste où exercer la critique que d'autres milieux intellectuels, mais ils ont dû respecter les limites fixées par cette organisation para-étatique qu'est l'UNEAC et restreindre leur message à la fonction tradi-

tionnelle de l'art que Carpentier a pu définir comme la capacité à montrer sans avoir besoin de démontrer. En échange, les intellectuels et les artistes regroupés dans l'UNEAC y ont trouvé une association professionnelle sensible à leurs attentes, un vecteur progressiste en matière de politiques culturelles et d'espaces privilégiés de réalisation professionnelle et économique. On a assisté à un phénomène de cooptation rapide, consubstantiel à la façon dont l'État cubain administre les droits civils et politiques de ses citoyens.

Il ne faut pas ignorer l'importance de ces acteurs diffus dans la création d'une conscience critique et l'impact sur les subjectivités de la production artistique critique contemporaine. Mais les contraintes administratives et les limites à l'exercice même de la critique ont entravé le développement de sa capacité à produire l'opinion publique. On peut estimer que les adhérents de l'UNEAC constituent aujourd'hui, plus qu'un acteur réel, une panoplie d'acteurs larvés qui ne tarderont pas à épouser tous les courants idéologiques possibles quand s'ouvriront de nouvelles opportunités politiques.

En dehors du domaine artistique, le milieu professionnel et intellectuel cubain est regroupé en diverses associations, dont aucune n'a la portée, l'autonomie ou les privilèges de l'UNEAC. Pour ce qui touche spécifiquement aux sciences sociales – l'autre sphère d'activité dont on pourrait attendre un diagnostic critique – la situation s'est avérée moins prometteuse, en bonne partie parce qu'il s'agit d'une activité victime de la lycanthropie des appareils idéologiques, dont la raison profonde est que, contrairement aux artistes, les sciences sociales ont par nature l'obligation de démontrer et la tentation de résoudre.

Pour identifier des acteurs dans ce champ particulier, il faut s'attacher à l'existence de centres et d'instituts de recherche et d'enseignement qui ont joué un rôle important dans la production d'idées, en général dans le cadre de leur rattachement à un secteur politique particulier. C'est le cas notamment de l'École des cadres du Parti qui a constamment agi comme une caisse de résonance des secteurs les plus conservateurs des appareils du Parti et de l'État et qui a joué un rôle de premier plan dans l'offensive bureaucratique contre la société civile émergente dès 1996. On peut aussi citer le défunt Centre d'études sur les Amériques, le meilleur exemple de la mise à profit des ouvertures politiques de la première moitié des années 1990 avec la production notable de propositions de rénovation socialiste.

Les organisations non-gouvernementales

Entre 1989 et 1995, on assiste à Cuba à l'apparition insolite d'organisations non-gouvernementales (ONG) dont le nombre dépasse les deux mille en 1993. La grande majorité étaient des associations très spécifiques sans aucune incidence publique. D'autres étaient de simples façades d'institutions gouverne-

mentales à la recherche de financements internationaux. Mais d'autres encore étaient des ONG qui ont tiré parti efficacement des ouvertures politiques de la « tolérance par omission ».

Les ONG cubaines ont connu leur heure de gloire entre 1992 et 1996. Inspirées et substantiellement financées par leurs homologues d'Amérique et d'Europe, ces organisations ont cherché à construire une société civile sur la base d'un nouveau rapport entre l'État et la société, mais avec une forte charge élitiste résultant aussi bien des restrictions légales à l'établissement de liens avec les mouvements communautaires émergents que de l'origine sociale et de l'inspiration idéologique de leurs protagonistes.

Même si les rapports établis par les ONG elles-mêmes dénombraient une cinquantaine d'organisations de ce type, elles n'ont pas dû dépasser une vingtaine. Au cours des trois années 1990-1992, elles ont perçu ou canalisé des financements se montant à quelque 7 millions de dollars, pour atteindre 42 millions dans les trois années suivantes. En 1994, on comptait 108 projets de développement montés avec 66 ONG étrangères. Près de la moitié de ces projets étaient administrés par les ONG cubaines, mais à elles seules trois ONG concentraient la majorité des projets et des financements. Ces projets concernaient six sujets prioritaires : énergies alternatives, développement communautaire, environnement, éducation populaire, promotion de la femme et développement institutionnel.

À l'occasion de diverses réunions avec leurs homologues européens entre 1993 et 1995 (CEE, 1994 ; 1995) les ONG cubaines ont réagi vivement face aux entraves bureaucratiques et au contrôle politique imposés par l'État cubain qui faisaient obstacle à leur développement. Elles ont dénoncé explicitement les restrictions imposées à l'apparition de nouvelles ONG et la tutelle excessive exercée par l'État sur leur fonctionnement et réclamé une plus grande autonomie dans la gestion et la coordination des projets. Les ONG cubaines ressentaient aussi le besoin de compétences élargies et d'une plus grande coordination entre elles et les ONG étrangères. Elles se sont constamment prononcées contre toute tentative de leur imposer de l'extérieur des projets qui serviraient la politique nord-américaine contre Cuba.

Mais ni cette prise de position, ni leur adhésion aux objectifs socialistes n'ont protégé les ONG cubaines de l'offensive bureaucratique lancée en 1996. La plupart ont été réduites à des rôles très discrets (le Centre Félix Varela par exemple), presque superflus, d'autres ont été fermées sous le prétexte que leurs fonctions seraient directement assumées par l'État (ainsi a disparu l'intéressant projet Habitat Cuba). La création de nouvelles ONG a été bloquée et certaines qui étaient en voie de constitution ont été jugées non pertinentes (c'est le cas du projet féministe Magín). Aujourd'hui il est bien improbable que l'on trouve des

ONG publiques au profil bien défini en dehors de quelques institutions qui bénéficient d'une protection politique particulière du fait de leurs relations dans les hautes sphères ou de la qualité de leurs contacts internationaux.

Les organisations communautaires

Les organisations communautaires qui sont nées au cours de ces années méritent une mention particulière. Elles ont fait l'objet d'études approfondies. Dans pratiquement tous les cas, ces expériences ont eu la particularité d'être le résultat de l'intervention dans les communautés d'organismes techniques (les ateliers élargis de transformation des quartiers à La Havane), de la prise de responsabilité de techniciens ou de fonctionnaires locaux (médecins communautaires, techniciens agricoles, animateurs culturels) ou de l'évolution d'institutions sub-municipales (circonscriptions, conseils populaires) vers des expériences participatives allant au-delà de leurs fonctions officielles.

Fortes de ces impulsions initiales, ces organisations ont toutes pu élargir leur rôle et gagner une influence considérable dans les quartiers et les communautés. En 1996, d'après des statistiques partielles établies par l'auteur concernant les seules provinces centrales et occidentales, il existait 74 projets communautaires dont 25 s'étaient développés en tant qu'organisations formalisées.

Ces expériences témoignent incontestablement du niveau élevé de développement éducatif et politique du sujet social cubain, y compris dans des quartiers marginaux et sous-marginaux touchés par de multiples problèmes économiques et sociaux. Ces projets ont fait face à de nombreux problèmes liés à l'accès limité au marché et aux financements extérieurs et, sur un plan plus strictement politique, aux difficultés à mettre en œuvre des projets participatifs. Cela explique leur évolution, quoi qu'aient souhaité leurs animateurs, vers des organismes techniques, capables d'impulser des actions au bénéfice des quartiers mais avec une implication limitée des habitants sauf quand il s'agissait d'activités ludico-récréatives.

Depuis 1997, le gouvernement a eu tendance à incorporer ces projets dans les structures municipales et sub-municipales officielles, en particulier les conseils populaires. Même si nombre de ces projets continuent à poursuivre des actions tangibles, ils sont bridés dans les structures de contrôle bureaucratique qui limitent davantage encore leurs initiatives.

Les acteurs insérés dans le marché

Avec les progrès de la réforme économique sont apparus de nouveaux acteurs qui développent leurs activités pour l'essentiel dans le cadre du marché, même s'ils peuvent avoir une filiation étatique. C'est en particulier le cas du nouveau secteur technocratico-entrepreneurial et très précisément les entreprises étra-

gères (en tant qu'acteurs impliqués dans des actions qui touchent la société domestique) ou les entreprises nationales associées, un secteur retranché dans les centaines d'entreprises établies dans le pays. Ce secteur n'est pas encore doté d'une structure organisationnelle propre. Mais son insertion particulière dans le spectre social lui permet une communication particulièrement agile en son sein et avec ses interlocuteurs de l'appareil étatique. C'est ce qui les transforme tendanciellement en acteurs, encore embryonnaires, de la société civile. On trouve également dans ce secteur émergent une élite enrichie qui a amassé de grandes fortunes grâce à la corruption, le commerce illégal ou la fourniture de services et de marchandises dans le cadre du marché de produits alimentaires toujours déficitaire à Cuba. Même si l'essor de ce secteur reste limité par les restrictions aux investissements, on peut estimer qu'il se développera à l'avenir avec les petites et moyennes entreprises, un espace approprié à la transformation en capitaux des sommes thésaurisées.

L'importance dans la société du secteur technocratique entrepreneurial réside dans quelques caractéristiques exceptionnelles. Avant tout, il est le seul acteur capable d'une production idéologique sans autre autorisation politique que celle qui dérive de sa propre existence. Il lui suffit, face à une population appauvrie, de mener une vie quotidienne satisfaisante au regard du marché. C'est aussi le seul acteur émergent qui, parce qu'il est indispensable à la reproduction économique, peut prétendre à une certaine garantie de durabilité. Il se retrouvera pour cette raison dans une position très privilégiée pour négocier demain les espaces économiques avec le capital international et les secteurs commerciaux de la communauté émigrée.

Ses principales faiblesses tiennent d'abord à la fragmentation politique des marchés qui agit comme un frein effectif aux échanges entre ses composants. Elles tiennent aussi, au-delà de l'existence de figures ou d'instances du Parti plus ouvertes au marché, à l'absence de représentation politique directe de ce secteur, ce qui fait que sa propre reproduction reste dépendante des décisions de recrutement émanant de la classe politique. Ces deux éléments négatifs sont le résultat direct d'un pacte qui oblige la classe politique à garantir les conditions pour l'accumulation et un ensemble de privilèges économiques et légaux, en contrepartie de la création d'un excédent économique et d'une absolue réserve politique.

L'opposition organisée

Une autre composante est constituée par une myriade d'organisations qui, partant de différents credos, thèmes et positionnements, se situent en opposition au régime politique cubain et qui, contrairement aux groupes oppositionnels des années 1960, se caractérisent par leur option non-violente. Cette

composante est aussi caractérisée par une extrême fragmentation organisationnelle – estimée à quelque 450 organisations –, une forte infiltration des appareils de sécurité de l'État, et une présence sur la scène internationale qui dépasse largement leur influence à Cuba même.

L'opposition organisée a obtenu des succès incontestables avec, par exemple, la formation de coalitions et le rassemblement de 25 000 signatures publiques de soutien à la demande de réformes légales connue sous le nom de *Projet Va rela*. Pourtant, son action à Cuba même est extrêmement réduite et elle s'est avérée incapable de canaliser le mécontentement croissant de la population. Des analystes étrangers et émigrés insistent sur le fait que l'état larvaire de l'opposition est dû à la forte répression/diabolisation que le gouvernement exerce à son encontre. Ces actions répressives sont un obstacle incontestable à l'expression publique de ces acteurs. Mais on pourrait aussi faire valoir que si le gouvernement peut réprimer avec succès les groupes d'opposition, c'est que le coût de la répression est moindre que celui de la tolérance, même quand on inclut dans ce coût les répercussions internationales en pertes et profits.

Le gouvernement cubain a dénoncé l'illégitimité de ces groupes en arguant de leurs liens internationaux avec des pays et des organisations hostiles non seulement au gouvernement cubain mais au processus historique de changements révolutionnaires. Cet argument pourrait être recevable dans le cas de certains de ces groupes, mais beaucoup plus difficilement dans le cas de bien d'autres dirigeants et groupes qui proposent parfois des programmes d'action plus socialistes que ceux qu'applique le gouvernement.

Mais surtout l'existence éventuelle de tels liens ne conduit pas à en faire des acteurs fabriqués. Si ces groupes existent et arrivent à survivre en pleine répression c'est qu'il y a des milliers de personnes qui croient nécessaire un changement de système, quelles qu'en soient les fins, ce dont témoignent incontestablement (ou indiquent pour le moins) les résultats des rares enquêtes conduites à Cuba et les élections générales.

Dans les années 1960, les États-Unis ont fourni un soutien substantiel aux groupes d'opposition armés à Cuba, ce qui n'a pas empêché qu'ils soient écrasés avec l'atomisation de leur base sociale. Dans les années 1970 et 1980, ils ont mené toutes sortes d'actions d'ingérence contre Cuba, mais ils n'ont pas réussi à établir des groupes de soutien. À l'évidence, le soutien que reçoivent ces personnes de chancelleries, d'ONG ou de fondations ne suffit pas à expliquer leur simple existence.

La communauté émigrée

La communauté cubaine émigrée compte près de 2 millions de personnes et a réussi à gagner des postes d'influence dans les pays d'accueil. L'envoi de

fonds à Cuba, dont les économistes situent le montant entre 500 et 1 000 millions de dollars annuels, est un pilier essentiel de la gouvernabilité du pays et le principal palliatif de l'appauvrissement de la population. Ce fait, auquel s'ajoute l'intensification induite des relations entre les deux communautés, place la communauté cubaine émigrée en position d'acteur manifeste de l'actualité nationale. Ce rôle est appelé à s'accroître si les politiques migratoires cubaines se libéralisent, si le blocus continue à s'affaiblir et si s'ouvrent des espaces d'investissement pour la petite et la moyenne entreprise. On aurait certes tort d'oublier que cette communauté est viscéralement opposée au système et qu'elle mettra ses capacités de cooptation économique et culturelle au service d'un changement politique dans l'île, quand bien même ce ne serait pas le changement dont ont rêvé les franges droitières et *agionadas* de l'exil.

Les incertains théâtres futurs

Nous avons parlé jusqu'ici, de façon implicite ou explicite, d'un processus de transition dont l'issue possible doit être examinée si l'on veut mieux comprendre le rôle probable des acteurs dans un avenir à moyen terme.

Cette question, plus que toute autre sans doute, fait apparaître la forte polarisation qui imprègne la cubanologie contemporaine. Des analystes de renom (Suárez, 2000 ; Hernández, 1998 ; Espino, 2000) conçoivent cette transition comme un passage d'une forme de socialisme imparfait, qui s'est épanoui dans les années 1970 et la première moitié des années 1980, à une forme supérieure. C'est une interprétation franchement séduisante mais difficile à étayer par des données empiriques. D'autres ont mis l'accent sur un modèle de transition fortement ancré dans les expériences d'Europe de l'Est dont l'issue démocratique n'est pas plus étayée que l'hypothèse précédente. On peut considérer qu'il s'agit de deux positions idéologiques plutôt que de deux analyses de la réalité.

Pour moi, Cuba vit une transition d'un système étatique, centraliste et bureaucratique de type socialiste vers un système capitaliste périphérique. L'interpréter comme une évolution vers la démocratie serait proprement ingénu. La transition au capitalisme produirait certainement un ordonnancement politique libéral, soumis aux exigences d'accumulation qui fera mauvais ménage avec un système démocratique où la population agit pour produire la politique et pas seulement pour la consommer. Penser que ce cours puisse être dévié pour conduire à un « socialisme supérieur » n'est pas plus réaliste, dans la mesure où la possibilité d'une alternative socialiste est non seulement sévèrement entravée par le contexte international, qui nous rappelle la position

marxiste sur l'impossibilité du socialisme dans un seul pays, mais aussi par les mesures politiques du gouvernement cubain lui-même qui, quoique adoptées au nom du socialisme, oblitèrent tout choix alternatif dans cette direction.

Pourtant, cette discussion au sujet des acteurs n'est pas superflue, car la possibilité que ce système futur soit plus démocratique et plus équitable, à rebrousse-poil du fonctionnement capitaliste à la périphérie, et la possibilité que de nouvelles alternatives socialistes se présentent sur la scène politique, dépendront dans une large mesure de la maturité et de l'engagement des acteurs qui apparaissent (ou évoluent) au sein de la société cubaine.

Ce débat peut pourtant paraître excessivement sophistiqué si l'on considère que, malgré les discours tonitruants sur la marche de l'histoire, la politique cubaine de ces dernières années a été déterminée par l'instinct éthologique à court terme de la classe politique au détriment des considérations stratégiques à long terme, et que cela détermine de façon décisive les scènes où les acteurs doivent évoluer.

Cette politique pourrait se résumer en six points.

- 1 Rétroalimentation du pacte social à la base du projet révolutionnaire par le maintien des programmes sociaux et du niveau de consommation minimum garanti.
- 2 Gestion des processus découlant du marché moyennant une forte présence régulatrice de l'État avec, notamment, le contrôle/cooptation des secteurs technocratiques/entrepreneux émergents.
- 3 Fragmentation des sujets sociaux, traditionnels ou émergents, que ce soit dans l'économie, la politique ou l'administration sélective des droits civils et politiques.
- 4 Prévention et répression à faible coût des actions de trouble à l'ordre existant, qu'elles soient politiques, intellectuelles ou à caractère social, quelle que soit leur coloration politico-idéologique.
- 5 Référence récurrente aux noyaux durs du consensus, en particulier le nationalisme, en présentant Cuba comme le dernier bastion de la dignité mondiale sur des sujets aussi éloignés que la guerre en Irak ou les olympiades.
- 6 Recyclage de la classe politique par la promotion de jeunes, militaires et technocrates, tous caractérisés par leurs positions dures et leur loyauté à la figure du plus haut dirigeant cubain.

Une série de nœuds gordiens systémiques doivent toutefois être tranchés pour continuer à avancer en fonction d'objectifs propres à tout système politique mais dont les solutions, par ailleurs, éroderaient dramatiquement les bases de ce fonctionnement politique et ouvriraient de nouveaux espaces pour les acteurs émergents.

La première de ces entraves touche au domaine de l'économie. Si l'économie ne connaît pas de croissance substantielle, le déficit de consommation cumulé peut devenir explosif : il deviendrait alors très difficile de maintenir le schéma actuel de dépenses sociales et on verrait s'accroître l'écart entre une demande croissante et plus complexe et des ressources réduites. Malgré l'obstacle que représente le contexte international contraire – marqué par le blocus nord-américain – d'un strict point de vue technique, le gouvernement cubain dispose d'un stock considérable d'actions internes de sauvegarde qui auraient un effet positif sur la production, les services et l'emploi.

Il s'agit notamment d'une plus large décentralisation des grandes entreprises étatiques dans le cadre de l'approfondissement du programme de « perfectionnement » des entreprises défini par le gouvernement lui-même, de la légalisation des petites et moyennes entreprises et d'une autonomie effective du système rural coopératif.

Pourtant, le gouvernement cubain a manifesté une réticence tenace à agir dans cette direction. Il a fait valoir des considérations idéologiques – ces mesures auraient un caractère pro-capitaliste – sans prendre en compte la moindre possibilité d'un accompagnement par des dispositions associatives – cogestion et participation ouvrière, coopératives, etc. – qui renforceraient les espaces socialistes et les acteurs qui agissent sur ces terrains et qui, en fin de compte, sont plus socialistes que les passions étatiques du gouvernement. La réticence du gouvernement cubain à avancer dans cette direction n'est pas le produit d'un sentiment anticapitaliste, mais d'un instinct corporatiste de conservation, dans la mesure où tout pas en avant produirait une dynamique sociale autonome et l'unification des marchés actuels fragmentés, cette dernière qualité étant indispensable au contrôle du secteur technocratique/entrepreneurial émergent.

La direction cubaine se trouve donc à un carrefour complexe où la seule voie permettant une reproduction économique élargie passe par l'affaiblissement de son propre projet de pouvoir.

Un deuxième nœud de contradictions se situe dans la sphère internationale. Comme nous l'avons souligné, l'agressivité des États-Unis vis-à-vis de Cuba est le résultat de leur vocation monroïste et une expression de leur volonté de devenir un acteur interne de la politique domestique. Les États-Unis ne réclament pas de négociation mais une reddition. Il est tout aussi évident que le gouver-

nement cubain a su utiliser cette attitude pour consolider ses appuis internes. Après quatre décennies d'entraînement dans l'art de la confrontation, il est difficile d'en faire abstraction quand il est question de politique à Cuba. Et difficile de considérer le consensus dans l'île sans le rapprocher de la perception (réelle ou construite) du péril extérieur.

Bien que la Maison Blanche soit occupée actuellement par un secteur unilatéraliste et ultra-droitier, le blocus américain est en voie d'extinction. À nouveau, le gouvernement cubain a fait montre de son habileté coutumière dans ses relations avec ses obstinés voisins, en jouant sur l'attrait des intérêts économiques dans une société qui donne la priorité à ses clients. Cela va dans le sens de la fin du blocus mais au nom de raisons mercantiles qui prévalent sur des dispositions politiques.

Se pose alors la question-clé de savoir dans quelle mesure une normalisation des relations avec les États-Unis, ou tout au moins un relâchement substantiel des tensions, affaiblirait la capacité mobilisatrice d'un discours politique qui glorifie la question nationale – sans aucun doute son argument le plus solide et le plus crédible, vital pour prévenir le passage à l'opposition de la frange qui, caractéristique de la société cubaine d'aujourd'hui, soutient passivement le régime. Autrement dit se pose la question de la possibilité, dans un cadre plus relâché, de maintenir les contrôles bureaucratiques sur l'expression des acteurs, en particulier sur ceux qui constituent l'opposition politique. Il s'agit encore d'une option sensiblement contradictoire pour les dirigeants cubains. La troisième contradiction se situe sur le terrain de la direction politique. La crise a aggravé de façon aiguë les cadrages personnalistes centrés sur la figure de Fidel Castro. Le président cubain a joué un rôle-clé tant dans la préservation d'une frange indispensable de soutien actif que dans l'unité de la classe politique. Avec son habileté coutumière, Fidel Castro a été capable de réprimer ou de domestiquer les tendances dissidentes au sein de l'élite post-révolutionnaire, de diriger le recrutement de nouveaux entrants et de convaincre aussi une bonne partie de la population que le présent critique est la meilleure solution face à la panoplie d'options d'avenir offertes sur le marché politique.

Il n'est pourtant pas difficile de voir que ce centralisme extrême deviendra un problème insoluble quand le président cubain disparaîtra totalement ou partiellement de la scène politique, essentiellement du fait que le système ne dispose pas de mécanismes internes de concertation et de négociation. Cela pourrait provoquer des ruptures parmi les « fidelistes » actifs – ceux dont les motivations politiques sont fortement liées à leur loyauté à la figure du président cubain – ou au sein de la classe politique elle-même, dont l'unanimité supposée dépend des avertissements constants que prodigue une personne à l'âge de la retraite.

Si l'hypothèse d'une inévitable ouverture libérale du système politique cubain n'est pas uniquement pessimiste, il faut alors envisager que tous ces acteurs auront de nouvelles opportunités et colorent le système politique cubain de toutes les nuances qu'exigera le marché de la politique libérale. Une preuve *a posteriori* du caractère de la Révolution cubaine et de sa force idéologique et culturelle tiendra justement à la capacité des valeurs et des objectifs socialistes à perdurer comme alternatives réelles et pas simplement comme des références amères pour les convertis ou des effluves attristés pour les nostalgiques.

Saint-Domingue, 7 novembre 2003
Traduit de l'espagnol par Robert March

1 Entre autres réformes et événements importants de la période, on pourrait mentionner les débats publics dans le cadre de la convocation du IV^e congrès du PCC, les réformes économiques libéralisantes, la réforme constitutionnelle, la nouvelle loi électorale (voir Dilla, 2002).

2 Pendant les mois précédant la réunion du Parlement programmée pour approuver les mesures d'ajustement économique (mai 1994), les syndicats ont organisé une série de débats à la base dont leur presse s'est fait l'écho. Ils ont finalement réussi à repousser l'instauration d'un impôt sur les salaires prévu dans le programme initial (voir Dilla, 1996).

Janette Habel

Sur les procès de La Havane

Un an après l'onde de choc provoquée par les procès de La Havane, la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU qui siège à Genève s'appête à condamner le régime cubain pour violation des droits de l'homme, à l'instigation de l'administration de Georges Bush.

En 2003 lors des exécutions des preneurs d'otages et des condamnations à de lourdes peines des dissidents cubains, James Cason, chargé d'affaires américain faisant fonction d'ambassadeur à La Havane, l'avait publiquement admis : « Les États-Unis n'avaient pas été des observateurs passifs de ces événements puisqu'après tout notre objectif est d'impulser une transition rapide et pacifique vers la démocratie à Cuba... ». L'administration étatsunienne souhaite ainsi impulser à Cuba un processus de « nation-building » conforme à ses vues. En mars 2004 le ministre des Affaires Étrangères cubain Felipe Perez Roque a répliqué devant la Commission de l'ONU : « Cuba revendique le droit d'appliquer ses lois pour se défendre de l'agression. Cuba revendique le droit de juger les mercenaires qui collaborent avec le blocus et la politique agressive de la super-puissance qui veut reconquérir et dominer son peuple. » Faisant allusion à l'impunité dont bénéficient les grandes puissances, Perez Roque a conclu : « Condamnez l'agresseur, et non l'agressé ».

La répression déclenchée en 2003 par Fidel Castro l'a isolé sur le plan international et lui a valu des condamnations sans précédent de la part de ses soutiens les plus proches. Face aux critiques dont il est l'objet, le gouvernement cubain multiplie les arguments. Le premier dénonce les condamnations à géométrie variable de la Commission, « cette grande parade de l'hypocrisie » (selon l'expression de militants genevois), qui ne dit mot sur Guantanamo ou sur la Tchétchénie.

Le second argument invoque le droit à l'autodéfense préventive de la révolution face aux agressions ouvertes ou cachées de l'administration Bush. L'avertissement destiné à la Maison Blanche peut se résumer ainsi : Cuba ne sera pas l'Irak, et si vous nous déclarez la guerre, voici le sort que nous réserverons à vos alliés et à ceux qui tenteront de l'intérieur de déstabiliser le pays. Ici il n'y aura pas de cinquième colonne. C'est ainsi que le régime castriste justifie l'emprisonnement des dissidents accusés de « trahison » et de conspiration avec les diplomates américains, et l'exécution de ceux qui ont procédé au